

Alternative
Libertaire

anticapitalisme
autogestion

CHÔMAGE, LICENCIEMENTS

vouloir dire "non", pouvoir dire "nous"

Ne soyons pas dupes des promesses électorales des uns et des autres. Seule la « gauche de la rue » peut changer le cours des choses, et incarner une alternative au capitalisme. Avec des pratiques et des idées nouvelles.

Dans le privé : non à l'arbitraire patronal

Alors que la crise du capitalisme promet la destruction de dizaine de milliers d'emplois, l'Union syndicale Solidaires défend un « droit de veto des comités d'entreprise (CE) sur les licenciements », et la CGT, dans une logique presque analogue, un « droit d'alerte suspensif » des CE.

S'il faut des droits nouveaux aux salariés-e-s, celui-ci serait bien le plus subversif ! Car avec cette idée de droit de veto, ce n'est plus seulement la redistribution des richesses que l'on réclame, mais aussi la redistribution du pouvoir. Et c'est loin d'être idiot. En effet, qui est le plus compétent pour savoir s'il faut restructurer une entreprise ? Les productrices et les producteurs eux-mêmes, ou d'anonymes et lointains actionnaires, qui ne connaissent rien au travail, et ne s'intéressent qu'à leurs dividendes ? On pourrait même pousser l'idée à fond. Pourquoi un droit de veto « suspensif » ? Et pourquoi le déléguer aux CE ? On sait

que les CE peuvent être tenus par des élus corrompus par le patronat. Ne serait-ce pas plutôt à l'ensemble du collectif de travail de décider ? En tout cas, l'idée est bien de conférer du pouvoir aux travailleuses et aux travailleurs, pas de réclamer une « interdiction des licenciements » par l'Etat, alors que celui-ci est, par nature, en osmose avec le patronat.

Une autre idée de revendication serait fort populaire en ce moment : le blocage des dividendes des actionnaires. Enfin une mesure d'austérité utile, joliment insolente et qui met le doigt là où ça fait mal : la sacro-sainte propriété privée des capitalistes. C'est la crise, disent-ils ? Qu'ils soient logiques et arrêtent toute rémunération du capital, puisque c'est ce principe (rémunérer des gens pour ce qu'ils ont, pas pour ce qu'ils font) qui mène à la crise. S'il n'y a pas d'argent pour payer les salariés-e-s, alors il ne doit pas y avoir un kopeck pour les capitalistes !

"Nous" : la gauche de la rue

Un scoop : une fois passé le cirque électoral, la politique du prochain gouvernement, qu'il soit UMP ou PS-PCF-PG-Verts, ce sera la gestion du capitalisme. Donc un « dialogue social » qui ne sera que poudre aux yeux, puis l'austérité, les bas salaires, la casse des services publics et des retraites.

Qui n'en est pas dupe ? La « gauche de la rue ». Authentique, sincère, entière,

dénuée de calculs politiques, cette gauche de la rue est celle des syndicats combattifs, des mouvements sociaux, féministes, antiracistes, de la jeunesse, des luttes contre les privatisations, les licenciements, la précarité, les discriminations.

Cette « gauche de la rue », contrairement à la gauche gouvernementale, refuse de gérer le capitalisme. Pour peser, elle aurait tout à gagner à se constituer en un

Dans le public : non à l'arbitraire étatique

S'il faut défendre l'emploi contre les capitalistes, il faut aussi défendre les services publics contre l'Etat. Paradoxe ? Eh non. Cela fait vingt ans que l'on défend les services publics contre la casse orchestrée par les gouvernements, qu'ils soient PS-PCF-Verts ou UMP... Prosternés devant l'idéologie libérale, ils ont livré de plus en plus d'activités au privé (santé, transports, formation...), dénaturant les missions de ces services ; ils ont « dégraissé le mammoth » tant qu'ils ont pu, créé le sous-effectif permanent et détruit le réseau des hôpitaux, des écoles, des crèches, des bureaux de poste, des transports... L'austérité ne date pas d'hier !

Syndicats, comités d'usagers, les services publics sont à nous, défendons-les. Il faudrait même les étendre à toutes les activités socialement utiles... comme le logement par exemple. Tout le monde voit bien que la loi du marché appliquée au logement, c'est l'impossibilité de se loger décemment pour des centaines de milliers de personnes, tandis qu'une poignée concentre, spéculé et s'enrichit...



Front social, hors des calendriers institutionnels et politiques, pour imposer des avancées sociales dans les entreprises, dans les quartiers, dans les services publics, dans la société. Seule l'existence de ce Front social, au sein duquel le syndicalisme a un rôle déterminant, peut rendre crédible une alternative au capitalisme : une société fondée sur le socialisme et l'autogestion généralisée.

LES PATRONS SONT-ILS INDISPENSABLES ?



Et la reprise en main des boîtes qui ferment ?

On en a parlé avec SeaFrance (transport maritime, Nord) ou avec Fralib (agroalimentaire, Bouches-du-Rhône)... Quand le patronat est démissionnaire, pourquoi les travailleuses et les travailleurs ne le remplaceraient-ils pas ? Ça ne peut pas être une tactique systématique, mais quand l'aventure est lancée, c'est autrement moins déprimant que d'aller pointer isolément à Pôle Emploi...

Ça peut se faire en rachetant la boîte, comme l'ont fait les métallos des Acières de Ploërmel (Morbihan) depuis 2005, avec des conditions de travail nettement améliorées. Ça peut aussi se faire à la sauvage, comme l'avait fait l'usine Lip en 1973-1974, montrant que les travailleurs pouvaient se passer du patronat. En devenant le porte-drapeau d'une idée forte – l'autogestion – Lip avait rompu l'isolement et bénéficié d'une large solidarité populaire.

PENDANT CE TEMPS, DANS LA FRANCE D'EN-HAUT

Selon Lexpansion.com du 8 mars 2012, les 40 plus grosses entreprises françaises (celles du CAC 40) ont engrangé 74 milliards d'euros de bénéfices nets en 2011, soit 65 % de plus qu'en 2009. La moitié (37,4 milliards) ont été distribués aux actionnaires alors que, selon le gouvernement, une entreprises du CAC sur deux n'acquitte pas l'impôt sur les sociétés. Bel exploit !

Alternative libertaire

BP 295

75921 PARIS Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

ne pas jeter sur la voie publique SVP



Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire. Je souhaite adhérer à Alternative libertaire. 24 mars 2012
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros pour un an, 15 euros pour précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
 NOM..... PRÉNOM..... TÉL..... E-MAIL.....
 ADRESSE.....
